

De la crise occidentale à la crise de l'Europe politique. Une crise de transition

Georges Contogeorgis

Emeritus Professor at the Panteion University of Athens

E-mail: gdc14247@gmail.com

Résumé

Notre époque recommande que la société quitte le passé où s'est installée depuis la Renaissance et s'harmonise à la phase suivante comme l'ont fait déjà les "marchés". Pour cela il faut: une révolution des concepts à commencer par la démocratie et la liberté; la réorientation de la finalité politique vers l'intérêt du social; la transformation du peuple en société des citoyens (en démos), qui égale à la transition du système de "monarchie électorale" actuelle en système représentatif.

Mots clés: Crise ; Europe ; Démos ; Gnoséologie

Quel est le caractère de la crise actuelle ?

Les dernières décennies du XX^e siècle ont marqué l'achèvement, pour l'Occident, de la transition du despotisme à l'anthropocentrisme (les sociétés en liberté). Deuxième chose, tout aussi importante: l'expansion des paramètres anthropocentriques sur l'ensemble de la planète. Désormais, les sociétés de ce que l'on appelle le «tiers monde» sont à leur tour sorties, pour l'essentiel, du despotisme et participent donc au devenir anthropocentrique. À une différence près: alors que l'Occident est arrivé au terme de cette première phase et crée les conditions de son installation dans la nouvelle période, la phase suivante, le reste de la planète vit à peine son entrée dans la première phase des sociétés en liberté.

Il s'est passé dans le monde, depuis les années quatre-vingt, un changement d'importance cosmohistorique: l'économie monétaire et la communication, deux des facteurs clés qui façonnent la vie des gens, ont imposé leur autonomie face aux frontières et au pouvoir de l'État. L'économie monétaire a étendu son rayonnement à

l'ensemble de la planète ; la communication fait que ce qui se passe dans un pays se sait dans le monde entier.

À l'inverse, la société (en tant que catégorie politique) et l'État (en tant que système politique) sont demeurés hermétiquement fermés et pensent leur fonctionnement en termes du XVIII^e siècle.

Cela veut dire que la crise actuelle n'a rien à voir avec les crises antérieures (économiques ou politiques). Les crises antérieures, depuis le XVIII^e siècle jusqu'aux années quatre-vingt du XX^e siècle, étaient essentiellement des crises de transition de la féodalité à la société proto-anthropocentrique. En d'autres termes, elles traduisaient la lutte que menait l'homme social pour se libérer en tant qu'entité individuelle et acquérir certains droits sociaux et politiques.

En réalité, pourtant, tant le système économique que le système politique continuent à reproduire l'ancien régime : ils appartiennent, en termes de propriété, à un tiers, un acteur qui se situe au-delà de la société des citoyens. La rencontre entre la société du travail et la société des citoyens, d'une part, et les systèmes de l'économie et de la politique, de l'autre, se faisait et continue à se faire d'une manière extra-institutionnelle : dans la rue, par des grèves ou des manifestations.

Néanmoins, le fait que l'essentiel de la vie économique, communicationnelle, sociale et politique ait lieu à l'intérieur de l'État, c'est-à-dire dans le cadre du système politique, a permis l'établissement d'un certain équilibre et, au-delà, des compromis entre les acteurs de la dynamique socio-économique qui a mené à l'État de droit et à l'État providence.

Le véhicule, pour ces évolutions sur l'ensemble de la planète, s'avère être la technologie, dans l'économie et la communication. Dans l'espace du tiers monde, elle désagrège les bases de l'ancien régime et crée des liens organiques cohérents avec l'Occident, qui mène les opérations, dans une relation de centre à périphérie. L'une des manifestations significatives de cette relation est le phénomène de migration économique (et politique), qui donne à penser qu'on cherche dorénavant à résoudre le problème social (et politique) de la périphérie en le transférant au centre, en Occident. Une autre évolution, non moins intéressante, est la modification galopante du concept et du contenu du travail par le biais de l'innovation technologique, qui change complètement la logique même de la relation entre économie et société.

Dans le monde occidental, ces changements aboutissent à un bouleversement radical des valeurs et des rapports de force et, à présent, à une rupture de l'équilibre

entre société, État/système et économie, au profit de la domination universelle de cette dernière. Cette rupture est aussi marquée, au sein de l'économie, par un bouleversement essentiel en faveur des forces du capital financier et marchand. Le trait propre de ces forces, conventionnellement appelées «marchés», est qu'elles provoquent une redistribution interne en accumulant, en Occident en l'occurrence, où elles ont leur siège, chez un cercle restreint d'individus la richesse créée par l'économie productive. Cependant, la base productive de l'économie occidentale s'est déplacée dorénavant vers les pays du «tiers monde» et, à l'heure actuelle, en Chine. Ainsi se fait-il que les emplois, qui relèvent du processus classique de production, sont créés dans le «tiers monde», tandis que la richesse se déplace en Occident, et avec elle le problème social (et politique) du «tiers monde».

Cette richesse, précisément, produit en Occident une force politique énorme, sans toutefois créer d'emplois en proportion. En tout état de cause, le monde du travail en Occident n'a plus rien à voir avec celui de la période antérieure à la Guerre froide. La «mondialisation» de l'économie et de la communication est donc la cause du bouleversement des rapports de force dans les sociétés occidentales

Cette répartition au sein de l'économie, le développement cosmosystémique/planétaire de celle-ci et la mobilité horizontale (interétatique) du travail sont la première cause de la faiblesse politique à laquelle a été réduite la société des citoyens.

L'une des manifestations de ce bouleversement est la déstructuration complète à laquelle nous assistons de nos jours, de la relation entre travail et propriété (du système) – l'illustration la plus visible en étant la mutation du travail, qui était une *relation de droit public* et devient un *travail marchandise* – et l'orientation sans équivoque du *but de la politique* vers l'intérêt des marchés.

Cependant, si l'on jette un regard plus circonstancié sur les faits, on s'aperçoit que les marchés ne tirent pas d'eux-mêmes leur force démesurée : celle-ci dérive du fait que, d'un côté, les paramètres de l'économie et de la communication sont passés *dans le futur*, se situent à un niveau cosmosystémiquement planétaire, tandis que, de l'autre côté, société et État demeurent, comme il a été dit, hermétiquement enfermés dans le passé, au siècle des Lumières essentiellement.

La relation entre société et politique instaurée au départ aux XVIII^e-XIX^e siècles, quelles que soient les acrobaties conceptuelles qui l'entourent, est d'une texture extra-institutionnelle. La *société des citoyens* est inexistante comme concept, la *société*

civile occupant sa place de catégorie politique extra-institutionnelle. Cela explique que la société des citoyens ne participe pas au processus de prise de décisions et il est explicite que son intérêt ne fait pas partie du but de la politique.

De même, la *société des citoyens* ne cherche pas à prendre en charge elle-même la gestion de ses intérêts comme elle le fait pour les questions qui concernent sa vie personnelle directe, et elle ne cherche pas à établir une relation institutionnelle avec les agents du pouvoir politique (et économique). C'est ainsi que la fonction politique a été prise en charge par des *intermédiaires* autoproclamés (les forces de la *société civile* ou les *forces politiques*) qui ont brigué leur légitimation en brandissant la promesse d'intervenir dans le pouvoir politique ou d'assumer la gestion de celui-ci dans le but de défendre les intérêts de la société.

Pour la société postféodale, le fait d'avoir pu accéder à *l'espace privé* (la liberté individuelle) et que le système politique ait pu être cédé à des tiers intermédiaires qu'elle pourrait légitimer au pouvoir a été considéré, par rapport au passé, comme un énorme progrès... D'ailleurs, ses priorités, mais aussi son expérience politique, prédisposaient à l'existence d'un système de valeurs qui ne contesterait pas le fait que le système économique et politique fasse l'objet d'une propriété de la part d'un tiers. N'oublions pas que les luttes du XX^e siècle ont eu lieu sous le signe de l'appartenance du système à la propriété privée ou à l'État. Dans les deux idéologies, la société était située hors du système économique et politique.

Cela signifie que la *liberté sociale et politique* ne fait pas partie des valeurs de notre temps. Ainsi, après que les pays européens ont introduit le suffrage universel à la veille de la Première Guerre mondiale, l'Allemagne, qui était la société la plus attardée d'Europe, lestée de nombreux fardeaux autoritaires, qui ont leur référence dans le culte de l'État, a cédé de manière totalitaire l'ensemble du pouvoir politique à Hitler.

La crise de 1929 n'a pas été la cause de l'avènement d'Hitler et du nazisme. Elle a été l'occasion qui a permis à la société, simple *masse politique* qui ne constituait pas une catégorie politique, de porter Hitler au pouvoir. La même chose s'est produite en Russie. On ne se rend pas compte que du point de vue formel, le système politique dit représentatif/démocratique et celui du fascisme/nazisme sont de la même nature. Il est incarné totalement par l'État, la société étant cantonnée dans le secteur privé.

Il s'ensuit donc que le rétablissement de l'équilibre entre le social et l'économique, dans le nouvel environnement créé par le développement cosmossystémique de l'économie et de la communication, ne peut se produire par le biais de l'ancien système politique. Aucun des intermédiaires politiques n'a de raisons de prendre en compte la société, puisqu'ils tirent leur légitimation exclusivement des appareils et des rapports de force qu'ils tissent autour de l'État. Le *coût politique* est lié aux réactions de ces forces, et la *cohésion sociale* ne se mesure plus en prenant pour critère la société des citoyens, mais ses résistances et ses tolérances face aux politiques de déconstruction qui la relèguent en marge.

En somme, la puissance des marchés résulte de leur développement planétaire, mais elle est due au fait que le système politique et, par voie de conséquence, la relation entre société et politique sont demeurés inchangés.

Le pire, c'est que cette relation est considérée comme une réalité non sujette à évolution. Je pense que cette approche du régime politique est anhistorique et, de toute façon, profondément conservatrice.

Si nous envisageons le système politique actuel comme la phase primaire de la transition anthropocentrique – ce qu'elle est effectivement –, nous conviendrons que les marchés sont devenus tout-puissants et ont totalement pris en otage la classe politique parce que la volonté de la société est absente de ce système.

La crise occidentale et l'aspect particulier de la crise de l'Europe politique

Nous allons revenir à cette question plus loin. Pour l'instant, il convient de se demander comment ce contexte général se concrétise au sein de l'Union européenne.

Il est bien connu que l'Europe politique a été fondée sur une sorte d'entente cordiale, de *gentlemen agreement* qui cherchait des consensus, sinon l'unanimité dans la prise de décisions. Dans ce même cadre, on n'a pas considéré que l'axe franco-allemand était nuisible, parce qu'il constituait une sorte de *primus inter pares* qui, de plus, favorisait la création des équilibres politiques.

C'est précisément ce système de fait qui a permis, d'une part, la montée de l'Europe politique et, d'autre part, son attractivité parmi les pays du continent et dans le monde.

Depuis la crise grecque, qui symbolise l'entrée de l'Europe dans ce que j'ai défini, tout à l'heure, comme *crise occidentale*, on assiste à un renversement pur et

simple du système européen. Les instances européennes ne servent plus que pour ratifier, en dernière analyse, la volonté allemande.

L'axe franco-allemand semble être, lui aussi, en panne. La France se prépare, semble-t-il, à jouer un rôle semblable à celui de la période d'entre les deux guerres.

Le passage d'une *Europe de synergies* et de *consensus* à une Europe à *hégémonie allemande* a été l'effet d'une stratégie de longue date dont les étapes récentes sont : la réunification du pays, le démantèlement de la Yougoslavie, l'élargissement brutal vers l'est et essentiellement l'euro.

Cette volonté de puissance allemande s'est exprimée sans périphrases à l'entrée de la crise. L'occasion a été offerte par la Grèce, qui a servi de maillon faible pour plusieurs raisons.

Pour mettre en lumière la gestion de la crise grecque par l'Allemagne, il est important de décrypter la stratégie qu'elle a déployée pour s'emparer du pouvoir européen.

Je retiens : a) que la stratégie allemande vise, au-delà de l'Europe, le cadre occidental, voire international. L'Allemagne sait plus que tout autre, à mon avis, que son ambition internationale passe directement par l'Europe politique ; b) étant donné que les armes ne peuvent plus servir sa cause et que la géopolitique est entre les mains des États-Unis, elle a choisi l'économie. Elle entend imposer l'institutionnalisation de la logique et de l'intérêt des marchés comme finalité de l'Europe politique.

Il est évident que ce qui manque dans cette approche de la crise, c'est les sociétés. Il ne s'agit pas de sous-estimer la question de la dette ou la concurrence mondiale, mais de mettre en lumière l'enjeu qui se cache derrière cette option et au-delà de la stratégie adoptée pour envisager la crise.

Certains disent que c'est dans la mentalité allemande de placer la raison d'État au-dessus de l'intérêt de la société. Et qu'en vertu de cette approche, la plus grande économie européenne a déjà opté pour la dite « dévaluation » du niveau de vie des Allemands avant de l'imposer à l'Europe. Pourtant, dans le cas de l'Allemagne, cette politique visait à l'accumulation dans le grand secteur économique et, au fond, au renforcement de l'État allemand. Dans les autres pays de l'Union, cette « dévaluation » porte atteinte, en dehors du niveau de vie des citoyens et de l'État providence, à leur infrastructure économique et à l'indépendance de l'État. Tout montre que l'Allemagne cherche à créer des cercles concentriques à l'intérieur de la zone euro, avec à la tête le noyau dur, ses anciens alliés du Nord. Il ne s'agit pas de

faire sortir la Grèce, par exemple, de l'euro, car elle perdra la passerelle de ses ambitions vers la Méditerranée orientale et le Moyen Orient. La Turquie n'est plus comme autrefois un allié sûr, elle est un concurrent potentiel pour ses intérêts. La Grèce, pour jouer ce rôle, doit être mise à genou. Y compris Chypre. En outre, si le laboratoire grec réussit, la formule sera valable pour la dite « périphérie » de la zone euro.

De ce point de vue, il est intéressant d'esquisser en quelques lignes l'approche de la crise grecque par l'Allemagne et ses alliés.

Au niveau économique d'abord : en projetant la dévaluation interne comme remède à la crise grecque, on l'a considérée comme étant l'égale de la *dévaluation d'une monnaie nationale*. Même si l'on oublie un instant que le but poursuivi est de servir l'intérêt des marchés, la dévaluation de la monnaie nationale améliore, sous certaines conditions, la compétitivité de l'économie ; la « dévaluation interne » marque une intervention violente et déstructurante au niveau de la base productive de l'économie elle-même, ce qui hypothèque la consommation et l'État providence.

Dans le cas de la Grèce, c'est la « dévaluation interne » qui a été choisie pour faire face, nous l'avons dit, à la crise de la dette. Mais ainsi, elle a rendu la dette ingérable et a inévitablement imposé son « effacement partiel ». La « dévaluation interne » a porté un coup fatal au tissu productif de l'économie et a en fait entraîné la faillite du pays. Faut-il alors penser que seule sa « sinisation » fera que la société grecque cessera de vivre au-dessus de ses moyens ? D'un autre côté, les gouvernants n'ont toujours pas expliqué pourquoi la dette n'était pas gérable quand elle était égale à 120% du PIB au début de la crise et qu'elle le sera avec le même pourcentage en 2020, c'est-à-dire une fois que la société grecque sera exsangue. Surtout que, dans le premier cas, les créanciers n'auraient pas eu à subir le fameux « effacement partiel ».

On entend dire également que la désagrégation de l'économie et la paupérisation forcée de la société amélioreront *la compétitivité* puisque la dévalorisation du marché du travail et de la richesse privée et publique éveillera l'intérêt des investisseurs et relancera l'économie. Indépendamment de ce que l'on peut penser de cette option, on convient que l'argument qui prétend que les Grecs vivaient au-dessus de leurs moyens était mensonger : il a servi de prétexte à l'objectif véritable du mémorandum, qui n'est manifestement pas de faire face au vrai problème de l'économie grecque, à savoir la dette, mais d'utiliser le pays comme cobaye dans la promotion du nouvel ordre européen. Sinon, la troïka n'aurait pas eu recours à

l'effacement partiel. En tout état de cause, cette option renvoie au dogme des marchés selon lequel l'intérêt de ces derniers prime celui des sociétés ou, dans le meilleur des cas, l'intérêt de la société s'identifie par définition à celui des marchés.

Cependant, dans le cas de la Grèce, le problème est que, de la sorte, *la dimension politique de la crise* est contournée. En effet, la crise grecque a pour cause première la transmutation partitocratique du système politique, l'appropriation et, au-delà, le pillage de l'État. Il n'est pas lieu d'expliquer ici la spécificité grecque. Contentons-nous de noter que, malgré tout ce qui se dit, ce phénomène est révélateur du déficit démocratique de la modernité et non du retard politique de la société grecque. De ce point de vue, la Grèce est ce qu'elle a été dans le passé, même moderne, à savoir le laboratoire qui indique la voie d'évolution des pays occidentaux.

Dans ce cadre en tout cas, le mémorandum, prévu au départ comme un programme de sortie de la crise, est devenu une autre cause essentielle de l'impasse grecque. Et même, dans la mesure où il a choisi de transférer de manière univoque la charge de ses choix à la société sans s'attaquer à l'État, la société en déduira que la classe politique grecque sert de « véhicule » à l'instauration dans le pays de son propre despotisme, à côté de celui de la partitocratie grecque. En confondant la société grecque avec l'État, la troïka a perdu l'avantage de la légitimité. Ce n'est pas un hasard si la troïka, alors qu'elle va jusqu'à s'occuper en détail de l'imposition des chômeurs, n'a pas effleuré un seul instant les privilèges de la classe politique, les fondements de l'État dynastique ni, par extension, la fraude fiscale.

Plus intéressant apparaît le côté politique et culturel de l'approche des pays en crise, et essentiellement de la Grèce, par le Nord. Les Grecs sont classés comme une *catégorie raciale* composée de voleurs, de menteurs, de paresseux, de corrompus, etc. Je ne reviendrai pas sur ce que j'ai décrit comme étant la cause première de la crise en Grèce, qui révèle la nature anthropocentriquement « tiers-mondiste » du système politique occidental, comparé au développement politique de la société grecque : pourquoi l'Allemagne n'a pas touché à la corruption et aux privilèges de la classe politique grecque et a mis à l'abri de toute responsabilité les entreprises allemandes et leur personnel en Grèce.

La crise actuelle a révélé une différenciation fondamentale entre le Nord et le Sud de l'Europe. L'Europe germanique n'a pas participé au devenir anthropocentrique vanté par la civilisation gréco-romaine. Le passage de l'Europe occidentale au féodalisme et les ravages causés par les hordes allemandes dans l'aire du cosmos

anthropocentrique grec de l'époque s'inscrivent dans la lignée directe de cette division contemporaine. L'Allemagne a provoqué deux guerres mondiales pour établir son hégémonie en Europe. Si l'Allemagne avait le sens de la liberté de la société, elle aurait aussi conscience des limites de la puissance. Et l'Europe aurait été depuis longtemps allemande.

Si l'histoire de l'Allemagne est vivante aujourd'hui chez les peuples européens, c'est parce que c'est l'Allemagne qui la rappelle. En deux mots, l'Allemagne n'a pas encore réglé ses comptes avec l'acquis de la civilisation européenne.

Je cite un détail modeste mais néanmoins particulièrement significatif : pendant l'Occupation, l'Allemagne n'a pas seulement causé la perte de 30% de la population grecque pour servir d'exemples aux autres parce qu'elle rencontrait dans le pays la résistance la plus forte ! Elle a volé l'or grec de la Banque centrale et elle a pillé la société grecque en imposant, entre autres, un prêt obligatoire. Depuis, elle refuse de respecter son obligation de restituer le produit de ce pillage à la Grèce. Et il s'agit de centaines de milliards d'euros. En outre, elle refuse d'indemniser les victimes de ses actes de génocide. Cette attitude comporte un symbolisme de haut niveau, dans la mesure où la gestion de la crise actuelle va dans le même sens : on prête à la Grèce avec un taux élevé grâce à l'argent commun de la BCE, à laquelle on paye moins.

Si j'ai évoqué ces tristes questions, c'est parce qu'il existe une constante dans la culture politique européenne allemande, qui revient maintenant à l'occasion de la crise. Une mentalité qu'on avait cru pouvoir laisser derrière grâce à l'Union.

La violence, suivie d'une propagande légitimatrice sans égale, exercée sur la Grèce a fait revivre dans l'imaginaire de cette société, et plus ou moins dans l'ensemble des pays du Sud, la barbarie de l'Occupation, voire l'histoire. Il n'est pas sans intérêt de dire que le choix de la Grèce, à l'heure actuelle, comme laboratoire, acquiert une valeur symbolique supplémentaire, car c'est la Grèce qui, par sa résistance, a changé le cours de la guerre et doté d'espoir l'Europe démocratique des années quarante.

Quoi qu'il en soit, l'accent mis sur l'intérêt des marchés et non sur celui des sociétés révèle que chez une partie des Européens du Nord, ce n'est pas la société qui est considérée comme la raison d'être de l'État et des marchés, mais l'inverse. Il est évident que cette partie de l'Europe n'a pas encore réglé ses comptes avec le progrès anthropocentrique.

La question qui revient est donc celle-ci : est-il possible qu'une Europe des peuples fasse prévaloir sa volonté sur une Europe des marchés qui sert les tentations hégémoniques de certains pays ? Une Europe fondée sur la liberté et prospère, sur une Europe régie par des considérations de force ?

Car, en dernière analyse, le problème de l'approfondissement de l'Europe politique ne sera pas résolu sans qu'il soit répondu à la question de la nature de son système politique et de sa finalité. La réponse à cette question dépend à la limite, d'une part, de la volonté des peuples européens de montrer les limites de l'Allemagne sans risquer d'aboutir à la fin de l'Europe politique ; et d'autre part, des évolutions au sein de l'Occident et au niveau de la planète.

Comment un tel courant pourrait-il être inversé ?

Si nous adoptons ce raisonnement et que nous sommes donc d'accord que la crise qui régit l'Occident est avant tout politique, nous devons y faire face en termes politiques. Je ne veux pas dire, évidemment, que nous devons stopper l'évolution et revenir à l'ancien type d'État – le dit État souverain – ou privilégier la déontologie en dressant un code de conduite des détenteurs du pouvoir face à la société. Le retour à l'ancien régime conduirait à la disparition de la perspective anthropocentrique des sociétés. Et la déontologie a cours là où les sociétés sont rejetées du système politique, auquel cas le leader n'est pas soumis à contrôle et encore moins à des restrictions dans l'exercice du pouvoir.

Par conséquent, la solution ne peut venir que de réglementations qui modifieront les rapports de force politiques de sorte que l'État et, par extension, la société passent au futur.

Dans la phase que traverse actuellement le cosmos anthropocentrique, il est exclu de rechercher des solutions au niveau cosmoystémique / planétaire en constituant, par exemple, un *cosmoÉtat* (*cosmopolis*). D'ailleurs, la question n'est pas de créer un État de plus qui incarnera le système politique, mais un nouveau système politique qui remodelera la relation entre société et politique afin de mettre fin à la prise en otage de cette dernière par les forces du marché.

Il nous faudra garder à l'esprit qu'il existe dans les sociétés anthropocentriques une « relation » inéluctable : plus les marchés s'autonomisent et se développent au niveau cosmoystémique / planétaire, plus les sociétés tenteront de contrôler le

système politique afin d'équilibrer la force de ces marchés. Cela ne peut se faire, dans les conditions actuelles, qu'à l'intérieur de l'État. Et dans ce cadre, il est tout aussi clair que la relation entre société et politique ne peut pas changer au sein de l'État actuel sans qu'il soit porté atteinte aux fondements du système politique moderne. Par conséquent, pour dépasser la crise, il ne suffit pas de réviser la Constitution, de régler de manière différente les pouvoirs entre le président et la Chambre des députés ou le gouvernement. Ce sont là des détails qui concernent la structure interne, la forme du pouvoir qu'incarne l'État.

Premièrement, nous devons être conscients de ce qu'est et de ce que n'est pas le présent système. Malgré les mensonges que dispense l'enseignement de l'intelligentsia oligarchique, le système politique de notre époque est typiquement oligarchique, avec à sa tête une monarchie électorale à temps limité. Il n'est ni représentatif, ni démocratique. Cette prise de conscience est la condition *sine qua non* pour que nous cessions d'être enfermés dans le passé, prisonniers d'une logique tordue et, surtout, conservatrice et sans issue. Logique qui traverse l'ensemble des idéologies et des forces politiques, depuis le libéralisme jusqu'au socialisme. Nous libérer des certitudes que nous ont servies les élites modernes dès l'époque des Lumières en Europe est une condition fondamentale pour passer au futur.

Je dois dire que la guerre des concepts est implacable, parce qu'elle présuppose une catharsis intérieure, la constitution d'un nouveau système de valeurs. Ce débarras est nécessaire pour réfléchir à la cause de la crise. Pour comprendre où va le monde. Pour apercevoir la sortie et savoir ce que nous devons faire.

Plus vite nous nous libérerons des servitudes d'un passé devenu conservateur, plus les conséquences négatives seront réduites pour la société. Si nous ne le faisons pas nous-mêmes, la nécessité nous l'imposera : la descente des sociétés vers l'Enfer.

La conscience que nous ne vivons pas dans un régime de démocratie, ni même de représentation, que le système contemporain est authentiquement oligarchique, avec une instance de monarchie électorale à sa tête, n'a donc pas une valeur théorique, cela ne fait pas partie d'un exercice intellectuel. C'est la condition nécessaire à l'élaboration d'un projet nouveau qui nous sortira de la crise et nous conduira vers l'avenir.

J'ajoute également que le fait de préciser en nous-mêmes ce qu'est la démocratie, que c'est quelque chose de tout à fait différent de la représentation, ou que le temps d'un système politique ne dépend pas de notre imagination mais de notre

stade de maturité, nous permettra de ne pas répéter les sottises qui circulent partout concernant lesdites « démocratie directe », démocratie « représentative » ou « participative », etc.

Pour arriver à la démocratie, nous devons passer par un stade transitoire, qui est la représentation.

La représentation transforme la société en institution partielle du système politique, elle reconstitue le lien entre société et politique, vu comme un pont obligatoire vers la démocratie. Mais ce n'est pas la démocratie.

Même si cela ne plaît pas aux fervents partisans de l'oligarchie, des institutions comme le référendum ne sont pas démocratiques, ni même représentatives. De même, le choix de certaines institutions à titre tout à fait complémentaire, comme le tirage au sort ou le principe majoritaire, ne définissent pas la démocratie. Nous pouvons les rencontrer dans d'autres systèmes.

La démocratie n'est pas une fin en soi, ni un système de gouvernance. Elle est le système destiné à réaliser une finalité concrète : la liberté globale (individuelle, sociale, politique), contrairement au système actuel qui garantit uniquement la liberté individuelle et certains droits socio-politiques.

Quel est donc le système politique qui nous transportera dans le futur ?

Le passage au futur, celui qui changera les choses, exige que la société soit institutionnalisée en une constante stable, quotidienne du système politique – et non pas occasionnelle, au gré de la conjoncture, comme le sont exactement la Chambre des députés et le gouvernement. La constitution politique de la société des citoyens s'appelle « démos ».

La question suivante est de savoir quelles compétences seront attribuées à la société/démos. Bien évidemment, certaines de celles qui vont de pair avec la qualité de mandant. Quelles peuvent être ces compétences ? La définition du cadre politique général dans lequel se situera le pouvoir politique, le contrôle, la responsabilité (pénale et civile) de ses agents, le retrait des décisions et la révocation du personnel politique qui s'écartent de la volonté de la société des citoyens, etc.

Ce système, nous pourrions le qualifier de représentatif. Cependant, il est manifeste que l'entrée de la société dans la politéia sous le signe de la représentation

modifiera aussi complètement l'agenda du dialogue, et donc la nature du processus politique.

Le bénéficiaire final du travail préparatoire à la prise de décisions sera désormais la société/démos, et non le ministre, le Premier ministre ou la Chambre. Ces derniers auront des tâches préjudicielles, de préparation des lois, pas des tâches de décision.

Ces remarques montrent finalement ce que n'est pas la démocratie. La démocratie n'est pas la représentation. La démocratie abolit la représentation, la relation de mandant à mandataire, et confie l'ensemble du système politique à la société/démos. Cette dernière devient ce qu'est l'État aujourd'hui par rapport au système politique : son incarnation exclusive.

Dans la démocratie, la société fait ce que font le gouvernement, le Premier ministre, les ministres, la Chambre et bien d'autres institutions, ensemble ou séparément. Dans la représentation, les compétences sont partagées entre mandant et mandataire selon certaines règles. Dans la démocratie, le leader politique est simplement le rapporteur habituel, l'orateur, pas celui qui gouverne.

De nos jours, en dehors de la liberté individuelle, l'homme moderne ne jouit pas d'un pouce de liberté sociale et politique. Le tragique, c'est qu'on lui a appris à croire le contraire. Je dirais même que la description mensongère des concepts est parvenue à un tel degré qu'on en arrive à affirmer que la reconnaissance au citoyen de certains droits équivaut à la jouissance de la liberté sociale et politique. Grave erreur, aux prolongements idéologiques profonds !

La liberté se définit comme une autonomie, elle présuppose l'abolition de toute « répartition » dans l'exercice de l'œuvre socio-économique et politique, exige qu'on ne soit « commandé par personne ». La démocratie constitue donc un processus d'accumulation de liberté sur le plan social et politique, au-delà de la liberté individuelle. En ce sens, elle annonce un système économique, social et politique entièrement nouveau.

Ces précisions sont nécessaires pour comprendre que le système de valeurs de l'homme social actuel est dépourvu de tout cet arrière-plan qu'entraîne le concept de démocratie, mais aussi celui de la simple représentation. C'est pourquoi la question de la transition se pose aujourd'hui sous sa forme primordiale. Premièrement, en termes d'assimilation du système politique moderne avec la représentation et non, manifestement, avec la démocratie. Deuxièmement, au sens où l'évolution du système

politique vers la représentation va de pair avec la modification des rapports de force, de sorte que la société des citoyens cesse de perdre ce qu'elle a réussi à acquérir sous le régime précédent, avant que son quotidien ne soit bouleversé. Cependant, il est sûr que ce qu'elle vivra mènera à l'éclosion de la nouvelle mesure axiologique de la société, la liberté politique, qui, à terme, mènera à la démocratie.

Mettons de côté la constatation que le système politique de la modernité ne peut faire revivre les anciens rapports de force. Mais comment se fait-il que l'humanité admette ou croie que son système est à la fois représentatif et démocratique ? Faut-il une révolution conceptuelle ?

Quels éléments de la représentation le système politique actuel contient-il ? Aucun ! Le politicien prétend que le système politique est représentatif en arguant qu'il n'est pas possédé par un chef tel que l'était Louis XIV, le monarque absolu. Mais il proclame qu'il ne représente pas la société, mais la « nation », l'intérêt « général », pas l'intérêt commun.

Mais qui définit ce qu'est l'intérêt national ou général ? Le politicien lui-même, qui mettra aussi en œuvre les politiques qu'il s'ordonnera à lui-même d'appliquer ! Dans le système moderne, le politicien est à la fois mandant et mandataire ! On admet d'ailleurs aujourd'hui que l'État possède la souveraineté politique et que la société est un simple particulier.

Les oligarques à tout crin ont grand soin de faire circuler l'idée que la société élit les politiciens, et autres sornettes du même acabit. On dissimule le fait que le vote ne contient aucun élément de représentation, ni de démocratie. C'est un acte de légitimation d'un personnel politique, fabriqué le plus souvent par les « appareils » qui se partagent l'État. Le fait de choisir un parti plutôt qu'un autre, un leader plutôt qu'un autre, n'a pas d'importance pour le système puisque, après le vote, le caractère irresponsable, incontrôlable et irrévocable du politicien est consacré expressément.

Si vous demandez à un oligarque de tous les jours comment il explique que le droit du politicien d'ignorer ses promesses électorales est consacré par la Constitution, il va tout de suite vous regarder avec surprise et il ne fait aucun doute qu'il vous accusera de populisme. De même que si vous lui signalez que « l'État de droit » est valable pour tout le monde, excepté la classe politique.

Pour les tenants de la modernité, la démocratie, c'est la possibilité qu'a le citoyen de manifester. Pas l'obligation du gouvernement d'entendre et de prendre en compte la volonté sociale. Par conséquent, la société peut se rassembler tout entière devant le siège du gouvernement ou de la Chambre pour manifester son opposition à la politique suivie ou à la corruption, ou bien la déclarer par la voie des sondages d'opinion. Il n'empêche que la Constitution donne au gouvernement le droit de dire qu'il se fiche de ses objections. C'est lui qui sait ce qui est bien pour elle, pas elle...

Pensons à ce que seraient les politiques d'un gouvernement si ses décisions devaient avoir chaque fois l'approbation expresse de la société. Si, au lieu d'être le mandataire d'un vague intérêt « général », il devait fonctionner institutionnellement comme mandataire de la société des citoyens.

De quelle façon la société des citoyens pourrait-elle « entrer institutionnellement en politique » ?

D'abord, il faut savoir ce que l'on veut. Veut-on voir la société se rassembler sur la Pnyx, sur la place centrale ou ailleurs ? Ou bien recueillir sa volonté ? Ce qui poussait les Athéniens à se rassembler sur la Pnyx, c'est que c'était un moyen de former leur volonté, et donc de prendre des décisions !

Naturellement, si nous nous projetons dans l'avenir, la façon dont une société se constituera en démos et fonctionnera comme telle, la constitution même du système politique, devra être cherchée au niveau de la technologie de la communication, quelque chose comme l'Internet que nous connaissons aujourd'hui.

Au stade actuel, nous avons déjà certains moyens simples, mais infaillibles, de nous enquérir de la volonté sociale : le vote électronique, qui donnera à tout citoyen la possibilité, après information et dialogue, d'élaborer les orientations générales du processus politique, de voter sur chaque point, de contrôler, révoquer, etc., les politiciens, ou leurs propres décisions au niveau local et national.

J'insiste sur la remarque que le concept de démos désigne la constitution de la société des citoyens en *institution permanente*, à l'image du gouvernement ou de la Chambre, et non occasionnelle. Et j'ajouterai une autre chose, plus simple encore : la création d'un « échantillon » de *démos délibératif* permanent. Soit par la voie conventionnelle des sondages, soit sous une forme plus avancée, avec un « démos délibératif vivant », un échantillon de citoyens qui délibérera et se prononcera sur les

points de l'ordre du jour de la Chambre ou du gouvernement, ou qui soulèvera lui-même d'autres points à traiter. À l'instar des sondages d'opinion quand ils se déroulent de manière scientifique, le « démos délibératif vivant » offrira une exactitude de quasi 100 % dans la formulation de la volonté sociale. Au contraire, les élections fonctionnent d'habitude dans l'optique du vote utile et, surtout, concernent seulement la légitimation, par arbitrage, du personnel politique qui gouvernera.

Il existe donc des moyens. Il suffit que la réflexion des sociétés mûrisse, qu'elles dépassent leurs réserves oligarchiques et surtout qu'elles comprennent que c'est la seule voie pour sortir de la crise actuelle, pour passer, elles aussi, au futur. Car la question n'est pas de réguler à nouveau les marchés : elle est de savoir qui paie le prix ou, plus précisément, quelle sera la place des sociétés dans le devenir économique et politique.

Cette question n'appelle qu'une seule réponse. Les sociétés sont la raison d'être des marchés, des États, de tout. Il n'est donc pas possible d'inverser la logique des choses et qu'elles vivent sous leur joug. Ce système qui veut voir les sociétés assujetties aux propriétaires de l'économie et aux possesseurs de la politique remonte au passé de la barbarie despotique et n'appartient pas au futur.

Supposons que les sociétés exigent d'avoir une substance représentative dans le système politique. Comment cela se fera-t-il, étant donné que les forces socio-économiques et politiques dominantes le refusent ?

Une première remarque. La tendance générale qui continuera à se développer dans le futur sera précise : plus les marchés acquerront des forces qui traverseront horizontalement les États, plus ils évolueront au niveau cosmosystémique, plus les sociétés revendiqueront une participation accrue au système politique, de sorte à peser sur la fonction politique et à équilibrer ces forces. La représentation et, en perspective, la démocratie seront appelées à constituer la réponse au problème qui se pose déjà.

De nos jours, la prépondérance totale des marchés marque la domination politique des forces de l'oligarchie. En soi, cette domination des marchés présage une régression majeure de l'acquis des sociétés au service de laquelle toutes les forces politiques établies sont mobilisées, d'une manière ou d'une autre.

Car toutes les forces politiques, aussi bien celles qui se déclarent favorables au peuple que les autres, de la gauche à la droite, sont, vu le système politique,

profondément oligarchiques. Toutes sont hostiles à l'institutionnalisation politique de la société des citoyens et, par conséquent, à l'évolution du système politique vers la représentation. Il se peut qu'elles s'opposent entre elles pour la possession du pouvoir, mais elles sont totalement solidaires sur la question du maintien de la société des citoyens hors du processus politique. Aussi le changement des rapports de force au profit de la société ne surviendra-t-il pas avec l'alternance des partis au pouvoir.

Il ne faut pas non plus espérer des forces politiques dominantes qu'elles adoptent un projet de sortie vers le futur. Elles ne le veulent pas et ne le peuvent pas.

Cela explique pourquoi jamais, au cours des derniers siècles, il n'y a eu une telle pénurie d'idées et de projets. L'émancipation de la société passe par l'éjection de la partitocratie, par une confrontation globale avec tout ce qui renvoie au passé.

L'opposition générale visant à contraindre la classe politique offre deux éventualités : l'une est qu'émergent de celle-ci certaines forces qui discerneront la possibilité d'installer leur hégémonie au prix d'une association avec la société ; l'autre, que surgissent des entrailles de la société des forces nouvelles qui conduiront à la marginalisation de l'establishment oligarchique.

La perspective du rejet de la classe politique établie, comme celle de la révolution, est soumise à une condition. Au-delà de l'évidence que les nuages d'une contestation importante (ou même d'une logique insurrectionnelle dans les sociétés) s'accumulent déjà, plus ou moins selon les lieux, un paramètre essentiel fait défaut : la dépersonnalisation de la responsabilité et, au-delà, son attribution à sa source politicienne. Le fait de signaler ce paramètre nous ramène donc à notre pensée initiale.

Le dépassement de la crise présuppose le dépassement de notre époque, c'est-à-dire de nos certitudes. Il faut tout d'abord un changement de projet et, surtout, une révolution sur le plan des concepts. Celle-ci aboutira à l'élaboration d'idées nouvelles avec en vue l'élargissement de la liberté et, en dernière analyse, à la transition vers le système politique représentatif du futur.

Mais en tout état de cause, la dynamique sociale comporte un élément d'indéfinition en rapport avec la capacité de l'establishment politique et économique de contrôler les évolutions. Le *mythe du berger* piétiné finalement par son troupeau épuisé est instructif de ce point de vue, du moins pour ceux qui sont capables de se défaire de leur arrogance et de discerner les changements.

Aujourd'hui donc, l'enjeu est, à mon avis, très clair : pour dépasser la crise, il faut dépasser notre époque.